



## Déclaration FSU au CDEN du 29 novembre 2023

Nous ne pouvons débiter notre déclaration sans revenir sur l'innommable, l'atrocité, l'horreur, cette nouvelle attaque contre un enseignant, le 13 octobre dernier.

Aujourd'hui encore, en France, en 2023, trois ans presque jour pour jour après l'assassinat de Samuel Paty, un professeur peut être assassiné pour ce qu'il est et ce qu'il fait. C'est dramatique et insoutenable. L'école est devenue une cible pour ce qu'elle représente : un lieu d'émancipation par les savoirs, permettant à chaque élève d'entrevoir un avenir quel que soit son milieu d'origine. Cette idée est insupportable à celles et ceux qui sèment la terreur au nom de l'obscurantisme. Mais nous continuerons de porter cette idée d'une école émancipatrice pour toutes et tous parce que c'est bien ainsi que se construit l'avenir de la jeunesse et de notre pays.

Chaque jour, dans l'école de la République, des personnels œuvrent pour les élèves, pour les faire grandir, pour les accompagner et les préparer à leur parcours de citoyen. L'école doit être protégée de toute attaque et de toute dérive.

Cet acte qui a marqué ces dernières semaines, a rendu moins audible toute autre remarque sur la rentrée scolaire 2023. Pourtant, cette rentrée a été synonyme de manque dans le premier degré.

D'abord en ce qui concerne les moyens : Les collègues et les élèves sont malmenés quand ils doivent faire fonctionner une école avec un manque de RASED, d'AESH, d'accès aux CAMSP, CMPP, orthophonistes, ergothérapeutes. Il est urgent de donner les moyens à l'Ecole de fonctionner avec plus d'enseignants devant élèves, et des enseignant·es correctement formés, c'est de cela dont notre métier a besoin : pouvoir enseigner.

Aujourd'hui, dans de nombreuses établissements de notre département, des collègues en sont empêché·es, devant faire face aux difficultés comportementales de plus en plus fréquentes des élèves.

Ensuite, nous déplorons toujours le manque de reconnaissance de notre métier, alors que le ministre de l'Education nationale annonçait à grand renforts médiatiques "une revalorisation historique". A nouveau une manipulation qui s'adresse à l'opinion publique et qui discrédite les enseignants et les enseignantes. Nous saluons l'augmentation des salaires sur les débuts de

carrière mais dénonçons encore une fois que cette avancée divise puisqu'elle ne s'applique pas à toutes et tous.

Et que dire de la mise en place du pacte ? Une soi-disant revalorisation à coups d'heures supplémentaires pour des collègues déjà fatigués, usés et qui ont bien compris que l'administration ne reconnaissait pas leur engagement alors que nous le rappelons - les enseignants travaillent déjà 43 heures par semaine en moyenne dans le 1er degré pour préparer et gérer leur classe.

Pour une augmentation juste et équitable, c'était 300 euros sous forme indiciaire qu'il fallait pour toutes et tous et sans contrepartie.

Et pas d'embellie à l'horizon, avec le projet de budget 2024 qui prévoit 2500 suppressions de postes annoncées, 1er et 2d degré confondus. Ce régime draconien privera encore plus le service public d'éducation des moyens indispensables à son bon fonctionnement. Il annonce une rentrée scolaire 2024 catastrophique.

Nous ne cessons de le dénoncer depuis des années, ce mépris affaiblit le service public d'Education et pour preuve dans notre département, nous constatons que le nombre d'élèves scolarisés dans les écoles privées a augmenté cette année de 2,34%, avec une forte augmentation pour le privé hors contrat (+ 46 %).

Même constat inquiétant dans le second degré avec par exemple +6.37% pour les lycées pro privés et + 5.09% pour les collèges privés. On ne peut que s'alarmer de cette désaffection pour le service public, ces chiffres n'étant que des prémices pour les années futures et mettent malheureusement en lumière le déclin organisé du service public d'éducation, que nous dénonçons, au nom de l'équité que la République se devrait de garantir pour tous les jeunes.

Que dire du second degré, sinon que la situation est grave.

En effet, dans plusieurs établissements du département, des élèves n'ont actuellement toujours aucun enseignant en face d'eux dans certaines matières.

Là où à la rentrée 2022, l'ensemble des postes et des BMP étaient pourvus, ce n'est absolument pas le cas pour cette année. De nombreux élèves n'ont pas encore eu de cours d'italien, ou de mathématiques depuis le 4 septembre. Ce dur constat se double d'une autre réalité : les absences de longue durée sont elles aussi trop peu assurées.

De manière générale, dans le département, ce sont des centaines d'heures de cours perdues à cause de l'incurie de l'administration à répondre à tous les besoins.

Dans ces conditions, il est facile de faire porter le poids de ces manquements aux personnels, en promettant qu'avec une réduction du temps de formation des enseignant·es sur le temps de travail, ou avec le pacte, tout sera réglé.

Non, rien n'est réglé. Ce ne sont que de belles paroles. Où sont les remplaçants dans le second

degré, en nombre suffisant pour couvrir les besoins ? Ils ne sont pas là. Et peu de candidat·es se pressent pour devenir contractuel·les...

Vous nous accusez les années précédentes de jouer les Cassandra lorsque nous annonçons que le pire serait à venir, que la dégradation des conditions de travail et de rémunération réduisait l'attractivité du métier. Nous voici maintenant confronté·e à un manque de personnels qualifiés à hauteur des besoins. Pourtant, le pire est encore à venir.

Face à cette urgence, le ministère n'apporte pas de réponse satisfaisante. A son agenda, il y a surtout des annonces sur d'autres sujets : sur l'exigence des savoirs, sur la création de groupes de niveau sans moyen supplémentaire, sur le rétablissement d'une autorité prétendûment perdue des enseignant·es, sur la lutte contre le harcèlement scolaire, sujet extrêmement sensible et pour lequel la seule réponse apportée en cette rentrée a consisté en un questionnaire à faire remplir aux élèves volontaires à partir du CE 2, enquête inutilisable puisque anonyme.

Ce dont nous avons besoin pour faire notre métier, ce ne sont pas des annonces, mais des actes.

Ce dont les élèves ont besoin, ce sont des équipes pluriprofessionnelles complètes, avec des personnels qualifiés et rémunérés à hauteur de leurs missions. Le ministère ne nous entend pas : le vote du budget de l'éducation nationale pour l'année 2024 est alarmant ! Nous regrettons cet aveuglement, non pour nous, mais pour les générations d'élèves qui sont actuellement sacrifiés à l'aune de la recherche d'économie de bouts de chandelle.

Ce manque d'investissement en faveur de la jeunesse de notre pays nous donne-t-il les moyens d'aider nos élèves à relever les défis qui les attendent demain ?

Nous sommes persuadé·es que non, et c'est pour cette raison que la FSU-SNUipp de la Nièvre, a déposé une alerte sociale, préalable à un dépôt de préavis de grève, comme dans chaque département, pour revendiquer de meilleures conditions de travail pour celles et ceux qui tiennent l'école à bout de bras, une vraie réflexion sur les moyens alloués à l'inclusion des élèves en situation de handicap, en terme de places dans les classes et établissements spécialisés, de formation, et d'augmentation du nombre de personnels spécialisés. Enfin, cette alerte sociale concerne également le dialogue social entre la DSDEN et les délégué·es du personnel. En effet, la FSU-SNUipp demande que la communication des documents nécessaires au travail des représentant·es des personnels et la réunion de groupes de travail soit facilité·es afin d'améliorer le respect des droits des agent·es, et de manière générale le fonctionnement du service public d'éducation.